



Décision n° 1050-21

Le Directeur du Parc amazonien de Guyane, parc national

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.331-2, alinéa 1 relatif aux règles applicables en cœur de Parc ;

Vu le décret n°2007-266 du 27 février 2007 portant création du Parc national dénommé « Parc amazonien de Guyane » ;

Vu la charte du Parc amazonien de Guyane, approuvé par le décret n°2013-968 du 28 octobre 2013, en particulier les modalités d'application de la réglementation du cœur (MARCoeur) ;

Vu l'arrêté n° 2015-16 du 14 septembre 2015 du Directeur du Parc amazonien de Guyane portant réglementation sur l'accès, la circulation et le stationnement des personnes, des animaux domestiques, des véhicules et des embarcations en zone de cœur du Parc amazonien de Guyane ;

Vu l'arrêté du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire en date du 20 décembre 2018 nommant Monsieur Pascal VARDON en qualité de directeur de l'Etablissement public du parc national de la Guyane dénommé Parc amazonien de Guyane, à compter du 1er février 2019 ;

Vu la demande ci-dessous exposée le 03 mars 2021 par Monsieur Tony LOPES, afin de réaliser une expédition ayant pour but la traversée de la Guyane d'Ouest en Est par le chemin des Emerillons, en vue de faire connaître au grand public le biotope et une partie de la vie et de la culture locale.

Décide :

Article 1 :

Dans le cadre de l'application de l'article 12 et du Marcœur 16, les personnes mentionnées ci-dessous sont autorisées à accéder et à circuler **du 05 septembre au 1^{er} novembre 2021** en zone de cœur du parc (secteur à vocation de forte naturalité et d'accueil du public) dans le cadre d'une expédition, fluviale et terrestre, consistant à relier les communes de Maripa-Soula à Camopi en empruntant le sentier des Émerillons. Le groupe composé de :

- Tony LOPES
- Arnaud PAUMIER

Les déplacements se feront en pirogue à moteur, canoë pneumatique d'expédition et à pieds avec une durée estimée à 40 jours (plus 10 jours de sécurité) :

- du Village d'Elae (Maripa-Soula) jusqu'à Saut Verdun en canoë gonflable,
- de Saut Verdun à Degrad Claude, partie pédestre,
- de Degrad Claude jusqu'à Camopi en canoë gonflable.

Article 2 :

En application de l'article 3, les personnes citées à l'article 1 **ne sont pas autorisées** à prélever, détenir ou transporter des roches, minéraux, végétaux ou parties de ceux-ci.

Par dérogation à l'alinéa 8 et 9 de l'article 3 du décret sus cité, les personnes mentionnées à l'article 1 sont autorisées à faire du feu uniquement sur les lieux de bivouac. Les feux restent interdits sur les savanes-roches, les inselbergs et les autres formations végétales sèches comme sur les dalles rocheuses.

Tous les déchets et ordures devront être emmenés hors de la zone de cœur de parc et déposés dans des lieux appropriés. Seuls les déchets organiques biodégradables pourront être laissés sur place et enfouis de préférence à distance des cours d'eau.

Article 3 :

Conformément aux articles 8 et 9 du décret sus cité, les personnes mentionnées à l'article 1 ne sont pas autorisées à chasser et à pêcher en cœur de PAG.

Toutefois, il est autorisé la détention d'armes pour l'ensemble de l'expédition ainsi que des instruments de pêche qui ne pourront être utilisés qu'en dehors de la zone cœur du Parc amazonien.

Article 4 :

Il est demandé à l'ensemble des participants à cette expédition de respecter les prescriptions suivantes:

- de porter une attention particulière à la grande faune terrestre (relevés GPS autant que possible) en mammifères et oiseaux, en particulier : félins, chien bois, tapir, pécaris, primates, hocco et pénélope à gorge bleue.
- de respecter les prescriptions suivantes en termes de protection du patrimoine archéologique, définies par le service de l'archéologique de la direction des affaires culturelles de Guyane. En cas de découverte de mobilier archéologique (ex : hache polie, poterie...), localiser son emplacement au GPS, prendre des photographies de l'objet et de son contexte de découverte. **Il faut impérativement laisser en place les objets trouvés.** D'une manière générale, rester respectueux du patrimoine archéologique et rassembler le plus d'informations possibles sans le perturber.

Article 5 :

En application de l'article 13 et 14 du décret sus cité, les personnes mentionnées à l'article 1 sont autorisées à réaliser des prises de vue (dont des images en drone) et de son sans finalité commerciale.

Il est rappelé que cette autorisation est délivrée avec les conditions suivantes :

- La mise en scène et les prises de vue ou de sons ne doivent pas dénaturer le caractère du parc ou ses valeurs ;
- Il devra être signalé au public que les images et les sons ont été pris dans le cœur du Parc amazonien de Guyane avec son autorisation ;
- Un exemplaire des documents réalisés devra être remis à l'Etablissement public du Parc amazonien pour archivage.

Au retour de l'expédition, le chef d'expédition transmettra les images, son et données collectées ainsi que les observations (point GPS, photos)

Article 6 :

Le directeur du Parc amazonien de Guyane est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 7 :

La présente décision est de droit public et son contentieux éventuel relève de la juridiction administrative.

Fait à Rémire-Montjoly, le 26 mars 2021

Le Directeur adjoint,

Arnaud ANSELIN

Destinataire(s) :

Monsieur, Tony LOPES, demandeur et responsable de l'expédition
Copie : Arnaud PAUMIER